

AVENANT N°4 AU MARCHE N°VM 201701-1

Avenant relatif aux modalités financières de l'exécution du Marché

ENTRE

Le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole sis 2 rue Jean Lantier, 75001 PARIS représenté par Mme Ghislaine GEFFROY en sa qualité de Directrice dûment habilitée à signer la présente en vertu de l'arrêté de délégation de signature de la Présidente du Syndicat en date du 15 octobre 2018,

ET

La société SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 4 000 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle- 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Président Exécutif Arnaud MARION

PREAMBULE

Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant du 31 juillet 2017 (l'« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par avenant du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Conformément à l'article 7.2.1 du PFDA, le Titulaire a proposé au Pouvoir Adjudicateur les modèles de rapports listés aux articles 7.2.1.1, 7.2.1.2, 7.2.1.3, 7.2.1.10. La mise au point de ces documents a fait apparaître la nécessité de détailler des modalités pratiques de mise en œuvre de certaines dispositions afin de tenir compte de certaines évolutions, et d'arrêter les modèles des divers rapports.

Par courrier en date du 15 janvier 2018, la Direction régionale Finances publiques (DRFiP) d'Ile de France a émis un avis favorable, sans observation, du comptable public, avis rendu au regard de la nature des opérations sur lesquelles porte le mandat et des dispositions comptables et financières applicables aux conventions de mandat d'encaissement.



CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'apporter des précisions d'ordre pratique sur les dispositions financières décrites aux articles 6, 10 et 11 du Programme Fonctionnel Définitif- Clauses administratives (PFDA) et d'arrêter les modèles des rapports dus par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur au titre des articles 7.2.1.2.

Article 2 : Précisions apportées aux dispositions de l'article 6 du PFDA

L'article 6 du PFDA est supprimé et remplacé en intégralité par ce qui suit, étant précisé que seuls ont été modifiés et complétés les articles 6.1.2, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6, 6.10.

Article 6 Prix- Paiement

6.1 Prix du marché

6.1.1 Forme et contenu des prix

Le marché est à prix forfaitaires et unitaires.

Le prix forfaitaire couvre toutes les dépenses directement ou indirectement nécessaires aux prestations décrites dans le programme fonctionnel technique (à l'exception de celles explicitement définies comme étant rémunérées à prix unitaires), c'est-à-dire, sans que cette liste puisse être considérée comme limitative, tous les coûts liés à la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion du dispositif de vélos en libre-service pour les vélos-stations comprises au forfait.

Les prix unitaires sont ceux prévus au bordereau des prix unitaires.

La partie à prix unitaires ne comprend ni montant minimum ni montant maximum.

Les prix sont établis hors taxe et en euros.

Les prix tiennent compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. Ils sont réputés inclure :

- ✓ Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation,
- ✓ les séances plénières de formation à la prise en main et à l'utilisation de l'outil de reporting,
- ✓ la valorisation des matériaux et matériels constitutifs du dispositif dans les filières spécialisées,
- ✓ les transferts de droits de propriété intellectuelle à l'exception de ceux prévus au BPU,
- ✓ les coûts de fonctionnement liés à l'exploitation des servitudes TIC le cas échéant.

m

Ceg

Dans le cas spécifique d'une reprise des mobiliers :

- les mobiliers mis à disposition par le pouvoir adjudicateur au titulaire pour l'exécution du marché le sont en l'état. Ils sont maintenus et entretenus par le titulaire qui pourvoit à leur remplacement en cas de besoin.
- le titulaire fait son affaire des coûts liés à la reproduction et aux droits de propriété attachés aux mobiliers du contrat Vélib' précédent.

Pour les prestations comportant des opérations de maintenance, par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, la rémunération du titulaire au forfait et au bordereau de prix unitaires tient compte et couvre les prestations suivantes :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par le pouvoir adjudicateur aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par un emploi détourné du matériel par les usagers dans les limites fixées par l'article 11 du PFDA.

Prix nouveaux :

Les prestations en relation avec l'objet du marché dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service et pour lesquelles le marché ne prévoit pas de prix peuvent faire l'objet de prix nouveaux.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur au mois M0.

Un ordre de service notifie au titulaire le prix de règlement proposé par le pouvoir adjudicateur pour les prestations concernées. Le titulaire a alors 30 jours à compter de la notification de l'ordre de service pour émettre des réserves sur le prix proposé. S'il n'a pas présenté d'observation au pouvoir adjudicateur dans le délai de 30 jours, suivant l'ordre de service notifiant le prix, il est réputé l'avoir accepté.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix nouveaux, ceux-ci font l'objet d'un avenant et sont inclus au bordereau supplémentaire de prix unitaires.

6.1.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 défini à l'acte d'engagement, Pour mémoire le mois M0 est défini comme étant le mois de février 2017

À compter de 2018, les prix sont révisables annuellement au 1er janvier par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times [0,1 + 0,9 \times [0,60 \times (ICHTrev-TS-IME_n / ICHTrev-TS-IME_0) + 0,40 \times (MIG EBIQ_n / MIG EBIQ_0)]]$$

Im

Ce

P0 correspond au montant annuel en valeur date de remise de l'offre finale

Pn correspond au montant annuel révisé pour l'année « n »

ICTrev-TS-IME 0 correspond à la valeur de référence, au mois M0, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183), M0 étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois d'octobre 2016, publié le 9 janvier 2017, égal à 118.1.

ICTrev-TS-IME n correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183).

MIG EBIQ 0 correspond à la valeur de référence, au mois M0, de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 001652129), M0 étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois de novembre 2016, publié le 21 décembre 2016, égal à 105.5

MIG EBIQ n correspond à la valeur - du mois de octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 010534841)

Le coefficient final de variation de prix est calculé sur la base du sixième décimale et arrondi au millième inférieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,034.

Les prix soumissionnés par les fournisseurs étrangers sont exprimés en euros et sont soumis à la réglementation française des prix. Aucun ajustement pour cause de variation de monnaie n'est admis.

En cas de reprise des mobiliers du précédent contrat, le titulaire du marché bénéficie contre redevance d'une licence organisant les modalités de reproduction et les différents droits de propriété intellectuels attachés aux mobiliers. Les montants de redevance sont fixés par mobilier dans l'annexe 1 au PFT définitif.

Ces montants sont indexés annuellement selon la formule ci-dessous :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 [0,15 (EBIQ_d/EBIQ_o) + 0,85 (X_d/X_o)]]$$


P = prix révisé

P₀ = prix initial basé sur le prix indiqué dans l'annexe 1 au PFT

EBIQ = Indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements

Identifiant indice INSEE : 010534841

X = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – services administratifs, soutien

lm 

Identifiant indice INSEE : 001565196

d = valeur prise pour les indices élémentaires à la date de la révision

o = valeur prise à la date de remise des offres soit en février 2017

6.1.3 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6.2 Recettes usagers

Sont considérées comme recettes usagers tout versement de la part d'un usager au titulaire du présent marché : paiements dans le cadre de la grille tarifaire, prélèvement défini aux CGAU, services additionnels...

Le titulaire encaisse toutes les recettes usagers.

6.2.1 Mandat

Le pouvoir adjudicateur, mandant, donne tout pouvoir au titulaire, mandataire, à l'effet d'encaisser en son nom et pour son compte auprès des usagers les recettes usagers sur la durée du marché.

Pour ce faire, le mandataire garantit une traçabilité parfaite et exhaustive des flux financiers réalisés dans le cadre du mandat, à travers la création, dans sa comptabilité générale, d'un compte bancaire non rémunéré et de comptes de recettes spécifiques dédiés aux recettes usagers et autres recettes éventuelles, hors rémunération du marché, sans aucun flux financier avec le reste de la comptabilité. Cette comptabilité distincte est produite annuellement dans le cadre des rapports visés ci-après. Sa régularité et sa sincérité sont attestées par le Commissaire aux comptes du titulaire.

Conformément aux articles D. 1611-20 et D. 1611-32-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le mandataire doit faire figurer dans tous les documents, notamment les CGAU, qu'il établit au titre du mandat, la dénomination du mandant et la mention qu'il agit au nom et pour le compte de ce dernier.

Les recettes usagers encaissées par le mandataire ne constituent pas des recettes propres, et ne sont donc pas une rémunération de ses prestations.

Les éventuels remboursements au bénéfice des usagers et les éventuelles autres dépenses inhérentes aux relations avec les usagers sont également mises en œuvre par le mandataire pour le compte du mandant.

Le titulaire reverse les recettes usagers ainsi encaissées au mois M, pour leur montant total TVA comprise, au Mandant, au 10^e jour du mois M+1.



Le titulaire enregistre les remboursements effectués auprès des usagers qui auraient exercé leur droit à rétractation sur l'achat d'un abonnement annuel. Dans ce cas-là, le titulaire déduit les remboursements effectués au cours du mois M des encaissements reçus au cours de ce même mois. La différence entre les deux sommes est reversée le 10^e jour du mois M+1.

Dans le cas où les flux concernés ne s'exerceraient pas sur le même mois M, une régularisation est opérée au mois M+1 avec le remboursement prévu.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur, mandant, donne tout pouvoir au titulaire, mandataire, à l'effet de payer ces dépenses au bénéfice des usagers en son nom et pour son compte sur la durée du marché.

En outre, le titulaire devra procéder à toute demande de remboursement aux usagers émanant du Pouvoir adjudicateur selon des modalités qui seront précisées par ordre de service.

Il présente et justifie les comptes et opérations au pouvoir adjudicateur, mandant (ci-après, la « Reddition des comptes »). Les pièces justificatives sont définies en annexe 1 – Reporting de Recettes Usagers.

Par ailleurs, le mandat de gestion n'a pas vocation à générer une contraction entre les recettes encaissées par le mandataire, titulaire du marché et la rémunération que doit lui payer le pouvoir adjudicateur, ni entre les recettes et dépenses Usagers

Le présent mandat prend effet au jour du commencement de la période d'exploitation du Marché, à savoir le 1^{er} janvier 2018, et prend fin au terme normal ou anticipé de la durée du Marché.

Le pouvoir adjudicateur, mandant, fait son affaire personnelle de la déclaration et du paiement de la TVA applicable aux recettes usagers, étant réputé collecter celles-ci auprès des usagers.

Le titulaire ne saurait être tenu d'aucune obligation à cet égard. Il conserve la responsabilité d'appliquer les tarifs, TVA incluse lorsque celle-ci s'applique.

Le titulaire est uniquement responsable du respect des dispositions fiscales, notamment en matière de TVA, afférentes à sa rémunération dans le cadre du Marché.

6.2.2 Reddition des comptes, rapport annuel et pièces justificatives

6.2.2.1 Modalités de reddition annuelle des comptes

La reddition des comptes permet d'établir le résultat d'exécution du mandat en présentant par nature les dépenses et les recettes du mandat.

Elle retrace, sans contraction, la totalité des opérations de dépenses, de recettes et de trésorerie.

Le mandataire opère la reddition des comptes de l'année N avant le 31 mars N+1, laquelle donne lieu à la transmission des documents suivants :

1° la balance générale des comptes, arrêtée à la date de la reddition ;



2° les états de développement des soldes certifiés par le mandataire conformes à la balance générale des comptes ;

3° la situation de trésorerie de la période ;

4° l'état des créances demeurrées impayées établies par débiteur et par nature de produit ;

5° les pièces justificatives des opérations retracées dans les comptes. Pour les recettes qu'il est chargé d'encaisser, l'organisme mandataire produit les pièces autorisant leur perception par le mandant et établissant la liquidation des droits de ce dernier.

Pour le remboursement des recettes encaissées à tort, le mandataire remet respectivement les pièces justificatives suivantes reconnues exactes par le mandataire :

1° Un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant et la clause du contrat ou le motif tiré de la réglementation l'autorisant ;

2° Un état précisant la nature de la recette à reverser, le montant de l'excédent et les motifs du reversement ;

3° Un état précisant la nature de la recette à restituer, son montant et la nature de l'erreur commise.

Tous les mois, le Titulaire fournit les pièces justificatives définies en annexe 1 – Reporting de Recettes Usagers.

Cette transmission porte à la fois sur les pièces de dépense et de recette.

Ces pièces justificatives ont pour objet d'assurer une information du mandant sur les opérations déléguées.

Elles justifient les dépenses, les recettes et le caractère irrécouvrable des créances signalées comme telles par le mandataire.

A l'appui du rapport annuel, le titulaire joint la liste (récapitulatif) des pièces justificatives produites mensuellement et le complète des pièces justifiant l'arrêté des comptes annuel, conformément aux précisions figurant en annexe 1 – Reporting de Recettes Usagers.

6.2.2.2 Rapport annuel

Les modèles des rapports intégrant la reddition des comptes, dus au titre des articles 7.2.1.2 du PFDA sont arrêtés d'un commun accord.

6.2.3 Contrôles du mandataire

Tout au long de la période contractuelle, le mandataire met en place des contrôles, sur pièces et sur place, permettant de garantir au mandant la véracité des informations transmises et la réalité des versements effectués.

lm *CG*

A ce titre, il met en place des procédures garantissant :

- Le rapprochement entre recettes collectées et montants comptabilisés ;
- Le traitement des écarts quel que soit leur montant ;
- La gestion des litiges avec les usagers du service

Par ailleurs, le mandataire exerce le contrôle s'agissant des ordres de recouvrer, de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette et, dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer.

6.2.4 Contrôle du mandant

Le titulaire-mandataire est soumis aux contrôles du mandant.

Ces contrôles peuvent s'étendre aux systèmes d'information utilisés par le mandataire pour l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

Le titulaire est également soumis aux vérifications effectuées sur place, par le pouvoir adjudicateur ou par un organisme tiers mandaté par ce dernier.

Le titulaire s'engage à faciliter ces contrôles, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'aux systèmes d'information associés.

Lorsque suite aux contrôles définis ci-dessus, la responsabilité du mandataire est engagée, un ordre de reversement ou un titre de recette est émis à son encontre.

6.2.5 Sanction de l'inobservation des obligations de reddition

En cas de retard dans la production de ces justificatifs, le mandataire peut se voir infliger une pénalité égale à un montant forfaitaire de 500 € par jour calendaire de retard.

Le mandant peut également refuser l'intégration des opérations du mandataire dans la comptabilité du syndicat du fait d'anomalies relevées à l'occasion de ses contrôles réglementaires ou si les pièces produites ne lui permettent pas d'opérer ces contrôles.

6.2.6 Cautions versées par les Usagers :

Le titulaire gère les cautions versées par les Usagers. Il s'agit d'une autorisation de prélèvement et non d'une recette définitive. A ce titre, cette opération, qui ne donne pas lieu à encaissement, ne fait pas l'objet d'un reversement au Pouvoir Adjudicateur, sauf dans les cas précisés au point 6.2.7

La liste des autorisations de prélèvement enregistrées chaque mois est produite dans les pièces justificatives tel que défini en annexe 1 – Reporting de Recettes Usagers.

De même, la liste des autorisations de prélèvement annulées chaque mois est produite dans les pièces justificatives tel que défini en annexe 1 – Reporting de Recettes Usagers.

6.2.7. Pénalités Usagers :

Im Cge

Lorsque le titulaire encaisse les pénalités Usagers constituées par la mise en œuvre des autorisations de prélèvement (mobilisation des cautions), il reverse ces pénalités au Pouvoir Adjudicateur.

Une liste des cautions encaissées chaque mois est produite dans les pièces justificatives tel que défini en annexe 1 – Reporting de Recettes Usagers.

6.2.8. Conditions de résiliation du mandat :

En cas de difficultés dans la mise en œuvre du mandat défini à l'article 6.2., les parties s'engagent à se rapprocher pour définir les solutions permettant de les résoudre.

Le cas échéant, toute modification, en ce compris une résiliation, fera l'objet d'un avenant au présent marché.

6.3 Recettes complémentaires

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur autorise, à titre exclusif, le titulaire à exploiter deux sources de recettes complémentaires : le nommage des stations et le parrainage d'événements.

Si pour chacune de ces sources de recettes, le titulaire ne souhaite pas la mettre en œuvre, elle pourra être exercée par le pouvoir adjudicateur sans droit aucun à rétribution du titulaire du marché. En cas d'absence d'exploitation de ces deux sources de recettes complémentaires pendant plus de 18 mois consécutifs, le pouvoir adjudicateur considère que le titulaire ne souhaite pas les mettre en œuvre.

Sur proposition du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, d'autres sources potentielles peuvent être envisagées. Les modalités d'exploitation des autres sources potentielles seront définies conjointement par le pouvoir adjudicateur et le titulaire et donneront lieu à la passation d'un avenant déterminant les modalités précises de mise en œuvre et, le cas échéant, du reversement au Pouvoir adjudicateur associé.

Le titulaire s'engage pour chacune des deux sources de recettes complémentaires susmentionnées sur un montant minimum annuel de recettes complémentaires (tous frais techniques refacturés aux annonceurs/partenaires inclus). Ces montants figurent à l'acte d'engagement.

Toutes recettes complémentaires (frais techniques refacturés aux annonceurs/partenaires inclus) dépassant le montant du minimum annuel, tel que prévu à l'article 5 de l'Acte d'Engagement, fera l'objet d'un reversement au pouvoir adjudicateur à hauteur de :

- 60% des recettes HT au-delà du montant minimum annuel renseigné à l'acte d'engagement pour les recettes perçues au titre du « nommage de vélos-stations » ;
- 20% des recettes HT pour les recettes perçues au titre des « parrainages d'événements en lien avec le service ».

Ce versement s'effectue en année N+1 pour l'année N, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une attestation d'un commissaire aux comptes certifiant le montant de recettes générées (frais techniques refacturés aux

lm 62

annonceurs/partenaires inclus) au cours l'année N respectivement par l'activité « Nommage de vélos-stations » et par l'activité « parrainage d'événement en lien avec le service ». En cas de dépassement des montants minimum annuels indiqués à l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur émet le titre de recettes correspondant. Le règlement du titre de recettes émis sera réalisé à 30 jours date de facture.

6.4 Participation au financement du service par des tiers

Des stations pourront être implantées à la demande de tiers relayée par le titulaire ou le pouvoir adjudicateur.

Les vélos-stations concernées peuvent être installées sur le domaine des collectivités membres du pouvoir adjudicateur mais également sur la propriété de tiers au contrat. Dans ce second cas, elles sont librement accessibles à tous les usagers du service en permanence dans les mêmes conditions que les autres stations du dispositif.

Cette station est intégrée dans le dispositif global. Sur la propriété privée, une convention précise en outre les modalités de mise à disposition et d'occupation du domaine privé à titre gratuit.

Ces implantations feront suite à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

6.4.1 À la demande du pouvoir adjudicateur

Dans le cas où cette demande émane du pouvoir adjudicateur, celui-ci fera sienne l'élaboration d'une convention avec le tiers fixant les modalités de mise en œuvre du service et émettra les ordres de service nécessaire à son exécution.

6.4.2 À la demande du titulaire

La demande doit être notifiée au pouvoir adjudicateur (lettre recommandée avec avis de réception, courriel avec accusé de lecture...) et mentionne a minima la dénomination sociale du tiers concerné, le type de station envisagée, le nombre de points d'accroche envisagés, l'adresse de la station, un plan d'implantation de la station.

En l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans un délai de 60 jours ouvrés, le projet d'installation est considéré comme refusé.

Une convention est signée entre le tiers et le pouvoir adjudicateur. Cette convention précise notamment le montant total et les modalités de financement. Le pouvoir adjudicateur émet un *ordre de service au titulaire pour cette station*.

6.5 Subventions par des tiers publics ou privés

Toute subvention versée au titulaire par un tiers public ou privé lié à l'objet du marché et en lien avec les prescriptions du présent marché est déduite du prix du marché. De fait, les demandes d'acomptes à venir seront défalquées des subventions reçues par le titulaire jusqu'à couvrir le montant de la subvention perçue.

W
Ee

Au plus tard le 30 juin de l'année N+1, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une attestation d'un commissaire aux comptes certifiant le montant de la subvention perçue durant l'année N.

6.6 Grille tarifaire

La grille tarifaire fixée par le pouvoir adjudicateur applicable au démarrage du présent marché figure en annexe 2 au présent document. Cette grille peut évoluer sur décision du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché

6.7 Retenue de garantie

Sans objet.

6.8 Avances

Le titulaire par avenant n°1 au Marché a renoncé au bénéfice de l'avance.

6.9 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

6.10 Présentation des factures

Le titulaire et le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Le contenu de la facture est annexé au présent avenant en annexe 3

Article 3 : Précisions apportées aux dispositions de l'article 8 du PFDA

L'article 8 du PFDA est supprimé et remplacé en intégralité par ce qui suit :

Article 8 Pénalités

La liste complète des pénalités applicables dans le cadre de l'exécution du marché, leurs modalités d'application et leur montant, sont précisés à l'annexe 1 du programme fonctionnel administratif.

Les pénalités sont cumulables et sont appliquées sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable par courrier recommandé.

Chaque mois le pouvoir adjudicateur et le titulaire font un point sur les éventuelles pénalités à appliquer.

un Cef

Si des pénalités sont applicables au titre du mois M, le pouvoir adjudicateur émet un titre exécutoire correspondant aux pénalités dans les 10 jours qui suivent la fin du mois M. La créance sera payable à 30 jours par le titulaire.

Le titre correspondant sera adressé au service comptabilité du titulaire par voie électronique.

Article 4 : Précisions apportées aux dispositions de l'article 10 du PFDA

L'article 10 du PFDA est supprimé et remplacé en intégralité par ce qui suit :

Article 10 Intéressement

Le titulaire est intéressé sur le montant des recettes usagers HT (après versement des commissions bancaires et après retraitement en cas de geste commercial imposé par le pouvoir adjudicateur).

L'intéressement est versé une fois par an, au premier trimestre de l'année n, sur la base du montant des recettes usagers HT de l'année calendaire n-1, il sera calculé de la manière suivante :

- ✓ 15% de la part des recettes usagers HT inférieure ou égale à 15 M€
- ✓ 17% de la part des recettes usagers HT comprise entre 15 M€ et 20 M€
- ✓ 20% de la part des recettes usagers HT comprise entre 20 M€ et 25 M€
- ✓ 23% de la part des recettes usagers HT comprise entre 25 M€ et 30 M€
- ✓ 27% de la part des recettes usagers HT comprise entre 30 M€ et 35 M€
- ✓ 30% de la part des recettes usagers HT supérieure à 35 M€

Pour une année de contrat, le montant de l'intéressement total est plafonné à 20% des recettes usagers totales HT.

Le premier versement d'intéressement intervient au premier trimestre 2019 au titre des recettes usagers HT perçues en 2018. Le titulaire émet une facture qui détaille le calcul de l'intéressement annuel. La facture sera émise au cours du mois de février 2019 pour un règlement au plus tard le 31 mars 2019.

En cas de modifications des tarifs usagers ou du périmètre géographique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent de se revoir pour faire le point sur les incidences de ces modifications sur les modalités de calcul de l'intéressement et, le cas échéant, les ajuster par voie d'avenant.

Article 5 : Précisions apportées aux dispositions de l'article 11 du PFDA

L'article 11 du PFDA est supprimé et remplacé en intégralité par ce qui suit :

Article 11 Indemnisation du vol et du vandalisme

Le montant de l'indemnisation au titre du vol et du vandalisme est versé au second semestre de chaque année au titre de l'année précédente.

Le vélo est considéré volé, si la déclaration de vol est émise dans un délai d'une semaine et si le vélo n'est pas retrouvé dans un délai de 6 mois. Il est alors éligible à l'indemnisation. Le

lm *af*

titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nombre de vélos ayant été volés durant l'année précédente.

Le vélo est considéré comme vandalisé lorsque ce dernier a subi des dégradations causées par une tierce personne le rendant hors d'usage et conduisant nécessairement à sa destruction.

Un contrôle contradictoire en atelier, en présence de représentants du pouvoir adjudicateur, permet d'établir la liste des vélos admis à l'indemnisation au titre du vandalisme sur proposition du titulaire. Ce contrôle contradictoire sera effectué sur une base hebdomadaire.

Il est envisagé de procéder comme suit pour l'indemnisation pour chaque typologie de vélo (mécanique/électrique) :

- Si le nombre de vélos éligibles est inférieur à 10 % de la moyenne annuelle du nombre de vélos disponibles dans le type donné (mécanique ou VAE), le titulaire perçoit par vélo une indemnisation égale à la moitié du prix au BPU du vélo correspondant.
- Si le nombre de vélos éligibles est supérieur à 10 % de la moyenne annuelle du nombre de vélos disponibles dans le type donné, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation supplémentaire.

Au cours du contrat, un même vélo ne peut faire l'objet de plusieurs indemnisations au titre de l'indemnisation pour vélo volé ou vandalisme décrite dans le présent paragraphe.

Le prix indiqué au BPU est révisable selon les dispositions prévues à l'article 6.1.

La facture pour indemnisation des vélos volés ou vandalisés est établie en juillet de chaque année pour l'année précédente et réglée dans les 30 jours de son émission. La facture ne sera pas soumise à TVA.

Article 6 : Assurances

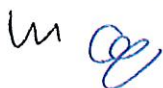
Le mandataire, chargé des opérations d'encaissement des recettes Usagers et des opérations de dépenses liées à ces recettes Usagers souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à raison des actes qu'il accomplit au titre du mandat. Celle-ci couvre également le risque de non-représentation des fonds par ce dernier.

Une attestation d'assurance précisant l'ensemble des risques couverts est produite annuellement au Pouvoir Adjudicateur au plus tard le 15 décembre N pour l'année N+1.

S'agissant de l'exercice 2018, une attestation d'assurance doit être fournie avant le 28 février 2018.

Article 7 : Autres dispositions

Les dispositions du Programme Fonctionnel Définitif Clauses Administratives non expressément modifiées par les présentes sont inchangées et continuent à produire leur plein effet.



Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole à la Société SMOVENGO, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait à en deux exemplaires

Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole

Madame Ghislaine GEFROY, Directrice du Syndicat

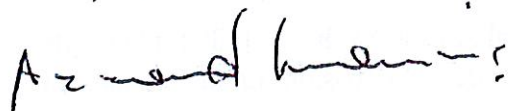
A Paris, le ... 14 décembre 2018



Pour SMOVENGO SAS

Monsieur Arnaud MARION, Président Exécutif de SMOVENGO

A Paris, le 10 décembre 2018



ANNEXES A L'AVENANT N°4

Annexes 1 : Modalités des Reporting des Recettes Usagers

Tableau des reporting des Recettes Usagers

Annexe 2 : Grille tarifaire applicable

Annexe 3 : Présentation des factures

in 

Transmission N°

Relevé LCL		Du	Au	Période
Forfait carte Abonné Annuel				
37,20€/27,60€/18,60€/99,60€/85,20€/49,80€				
Forfait Carte Abonné mensuel				
3,10€/2,30€/1,55€/8,30€/7,10€/4,15€				
Forfait Carte CD				
Ticket 1 jour : 5€				
Ticket 7 jours : 15€				
Tribu 1 Jour (jusqu'à 5 vélos) : 15€				
Ticket 7 Jours multi-vélos (2 à 5) : Nb vélos*15€				
Solde LCL m-1				
Débits				
Commissions cb/amex				
Impayés cartes				
Impayés prélèvements				
Frais sur prélèvements impayés				
Re-crédits clients CB (abonnements et trajets)				
Re-crédits clients CB (cautions)				
Annulation abo CB				
Incidence financière de la fraude				
Crédits				
Remise de cartes				
Remises de prélèvements				
Solde des mouvements de la période				
Solde de clôture période				

Régularisations à effectuer:

En attente de régularisation LCL

Régularisation à effectuer

Compteur transaction CB		janvier	Cumul
TOTAL			
janvier			
Cumul			

Le détail mensuel est maintenant obtenu de le LCL.

Suivi des rééditions de badges

Quantité		janvier	Cumul
Montant (5€ par badge)			
0			
0			
0			

Détail des remises de cartes:		janvier	Cumul	Ratio mensuel
CB				0,00%
Amex				0,00%
Recettes brutes de la période:		0,00	0,00	0,00%
CB				
Amex				
Commissions sur cartes:		0,00	0,00	
LCL		0,00%	0,00%	0,00%
Amex		0,00%	0,00%	0,00%
Recettes nettes sur remises de cartes:		0,00	0,00	
Vérification Net				
Remises de prélèvements				
Recettes brutes de la période:				
Frais bancaires sur prélèvements M-1				
Prélèvements cumul				0,00%
Vérification Net				

* Hors encaissement des usages (<30 min.) hors totems mais avec les encaissements de janvier à mai sur les totems.

Impayés LCL

Cartes		janvier	Cumul	Ratio mensuel
Présentation tardive				
Contestation				
Duplication				
Non justifiée LCL				
Total Impayés Cartes		0,00	0,00	0,00%
Incidence financière de la fraude				
Total Impayés et IFF Cartes		0,00	0,00	0,00%
Prélèvements				
Provision insuffisante				
Opération non admise				
Compte solde clôturé				
Pas d'ordre de payer				
Contestation du débiteur				
Autres motifs				
Total Impayés ADP		0,00	0,00	0,00%
Détail Cartes				
Détail prélèvements				

Suivi du nombre de souscriptions

Abonnés LD

V libéré
V-plus
V-plus jeunes
V-plus solidarité
V-max
V-max jeunes
V-max Solidarité
TOTAL

Abonnés CD

V-découverte
V-sejour
V-découverte Tribu
V-sejour Tribu
TOTAL

Nb abo valides en début de période

0	0	0
---	---	---

Nombre de cartes souscrites

0	0
---	---

Nombre de cartes facturées

Souscriptions

Interruptions en cours de mois

Nb abo valides en fin de période

0

Suivi des cautions appelées sur le compte de recette Vélib'

Décomposition des cautions du mois:

Montant:

Abo. CD CB
Abo. LD CB
Abo. LD ADP

Montant					Nombre total de cautions appliquées	
35	50	100	150	200	300	0
0	0	0	0	0	0	0

Montant en euro

0	0	0	0
---	---	---	---

Total mois dont CB dont ADP

0

Cumul

Nombre de transactions
Chiffre d'affaires

0	0
---	---

Mois

Cumul

Frais de prélèvements sur cautions payées par prélèvements

Frais sur prélèvements

Frais sur impayés prélèvements

0	0
---	---

Nombre de transactions
Chiffre d'affaires
Nombre d'impayés prélèvements sur cautions

0	0
---	---

Mois

Cumul

Suivi des souscriptions du mois des abonnements annuels avec tarifs préférentiels:

Quantité souscription tarifs préférentiels (boursiers, insertion, solidarité)
Nombre clôture abonnements tarifs dérogatoires suite à incident paiement
Quantité ouvrant droit à compensation pour le titulaire
- Compensation unitaire pour le titulaire suivant article II.4.3 du CCTP
Montant mensuel compensation tarifs préférentiels pour le titulaire

- €

Période: Du: 00/01/1900
Au: 00/01/1900

TRESORERIE:

Solde bancaire selon relevé P:

Détermination du titre de recettes à émettre:

Virements Syndicat émis au cours de la période:
dont au titre de l'apurement du mois M

au titre de l'apurement du mois JANVIER à AVRIL

Recettes créditées sur relevé P:

Moins

	en €	TTC	Syndicat	Dont TVA	Dont HT
au titre des crédits cartes		0,00		0,00	0,00
au titre des crédits prélèvements / virement		0,00		0,00	0,00
Transfert Dépôts des cautions et réditions de badges					
Remboursement trajets et abonnements (re-crédit même mois clients CB)					
Frais imputables					
Total du titre à émettre par la Syndicat		0,00		0,00	0,00
Remboursement trajets et abonnements (re-crédit mois antérieurs clients CB)		0,00		0,00	0,00
Total du mandat à émettre par la Syndicat		0,00		0,00	0,00

COMPTABILITE: Période comptable du:

Syndicat:

CA:

Charges:

	00/01/1900	00/01/1900	TTC	TVA	HT
Soumis à TVA CA Brut cartes			0,00	0,00	0,00
Soumis à TVA CA Brut prélèvements / virement			0,00	0,00	0,00
Total CA Brut:		0,00	0,00	0,00	0,00
Non soumis à TVA Commissions bancaires / Frais bancaires			0,00	0,00	0,00
Non soumis à TVA IFF			0,00	0,00	0,00
Soumis à TVA Impayés abo et trajet			0,00	0,00	0,00
Non soumis à TVA Impayés Cautions			0,00	0,00	0,00
Soumis à TVA Annulation Abo CB			0,00	0,00	0,00
Soumis à TVA Remboursement trajets et abonnements (re-crédit clients CB)			0,00	0,00	0,00
Non soumis à TVA Autres libellés (à justifier auprès de la Collectivité):			0,00	0,00	0,00
Total Charges:		0,00	0,00	0,00	0,00
Total CA net:		0,00	0,00	0,00	0,00

DÉLIBÉRATION 2017 117 –
Approbation des tarifs généraux d'utilisation du service public Vélib'

Séance du Comité Syndical du 29 novembre 2017

EXPOSÉ DES MOTIFS

La présente délibération concerne les tarifs d'abonnement, de locations et tous les autres tarifs relatifs au service de vélos en libre-service Vélib' à l'échelle métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018. Après avoir été discutés et adoptés en réunion du bureau et faits l'objet d'un avis favorable le 9 novembre 2017 par le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', ces tarifs sont soumis et votés par l'ensemble des représentants élus au comité syndical Autolib' et Vélib' Métropole.

Le service actuel de vélos en libre-service Vélib', dont la phase opérationnelle a débuté il y a plus de 10 ans, le 15 juillet 2007 sur le territoire de la commune de Paris et dans 30 communes riveraines, dans une limite de 1,5 km au-delà de Paris depuis 2009, est disponible jusqu'au 31 décembre 2017. Le dispositif dispose d'environ 20 000 vélos pour plus de 1 200 vélos-stations. Aucune augmentation des tarifs n'a été mise en œuvre depuis l'ouverture du service en 2007, ni lors de son extension au-delà du périphérique. La totalité du financement du service est assumé par la Ville de Paris depuis 2007 et jusqu'au 31 décembre 2017.

Le service Vélib' est un véritable succès auprès des usagers qui le plébiscitent. En effet, 88% des usagers sont satisfaits du service dans sa globalité selon la dernière enquête auprès des usagers. En 2015, près de 40 millions de déplacements ont été effectués via le service Vélib', les abonné-es annuel-les sont à ce jour près de 300 000.

Le nouveau service Vélib' Métropole s'inscrit dans le cadre de la volonté politique partagée par les Maires de la zone urbaine dense du Grand Paris de proposer aux habitants et usagers de la métropole un système de vélos en libre-service performant, innovant et adapté à leurs besoins de mobilité. A ce jour ce sont 68 communes du Grand Paris, dont Paris qui se sont engagées à proposer ensemble ce nouveau service sur leurs territoires. La Métropole du Grand Paris a souhaité dans le cadre de ses compétences en termes de mobilité durable et de lutte contre la pollution de l'air, soutenir le développement du Vélib' métropolitain avec un financement direct aux communes pour chaque station. La Métropole aux côtés des villes et EPT, participe également financièrement au développement d'itinéraires cyclables en particulier au niveau de zones de franchissement constituant aujourd'hui des coupures urbaines majeures (aux portes de Paris entre autres).

Les financements complémentaires de la Métropole du Grand Paris vont permettre de mailler efficacement le territoire sur l'ensemble des villes adhérentes au Syndicat pour le service Vélib'.

Ce nouveau service public a vocation à être accessible au plus grand nombre (habitants, touristes, professionnels, etc.). Il bénéficiera des dernières technologies, d'une meilleure résistance au vol et vandalisme avec une conception adaptée à un développement de la pratique du vélo sur un territoire élargi, grâce à un parc de vélos à assistance électrique évolutif, de 30% dès le 1^{er} janvier. Les nouveaux Vélib' sont déjà plébiscités par les usagers de la Métropole qui ont pu les essayer depuis le 25 octobre 2017.

lm

La transition d'un service opéré par Paris depuis 10 ans vers un service à l'échelle de la Métropole du Grand Paris tout en conservant les mêmes abonné-es est unique au monde. Le souhait de ne pas interrompre le service et de poursuivre les abonnements actuels en opérant une transition progressive nécessite la coordination de nombreux expert-es techniques, marketing, juridiques et financiers au service d'une politique mobilisée autour de la lutte contre la pollution de l'air.

Le nouveau service Vélib' Métropole sera accessible dès le 1^{er} janvier 2018 à l'échelle du Grand Paris par les utilisateurs du Vélib' actuel qui en auront exprimé leur volonté en acceptant des nouvelles Conditions générales d'utilisation du service (CGAU) et par tous les nouveaux abonné-es. La continuité pour les abonné-es actuel-les du service Vélib' est une volonté portée par les élus-es et une condition de la réussite de la transition. Les actuels usagers du service Vélib' dont l'abonnement annuel souscrit court au-delà du 1^{er} janvier 2018 pourront continuer à utiliser les vélos mécaniques sans surcoût jusqu'à l'échéance prévue de leur abonnement actuel.

Le principe tarifaire du service reste une tarification par demi-heure, toute demi-heure entamée étant due. Il maintient également le principe des tarifs réduits.

Les bénéficiaires d'un abonnement Vélib' actuel « Classique », avec les 30 premières minutes gratuites, pourront louer un Vélib' dans les mêmes conditions que pour un nouvel abonnement « V-Plus » tout comme les bénéficiaires d'un abonnement Vélib' « Passion » et « Solidarité », qui continueront en sus de disposer de 45 minutes gratuites pour chaque location.

Les abonnés annuels actuels (« Classique », « Passion » et « Solidarité ») pourront également avoir accès ponctuellement aux nouveaux Vélib' électriques pour un montant d'1€ pour la 1^{re} demi-heure d'utilisation, puis 2€ pour toute demi-heure suivante.

S'ils souhaitent basculer vers un abonnement « V-Max » (incluant 30 minutes de gratuité de Vélib' électrique), la prise d'effet sera à la date de la demande. Ils se verront rembourser leur abonnement annuel en cours au prorata temporis des mois entiers restant dus, et le coût du nouvel abonnement sera prélevé dès le début du nouvel abonnement « V-Max » au même tarif que tout nouvel abonné « V-Max ». Le nouvel abonnement aura une durée d'un an, comme tout abonnement « V-Max ».

Les conditions tarifaires pour les usagers Vélib' Métropolitains

Trois abonnements longue durée sont proposés :

- l'abonnement « V-Libre » à 0 €/mois, qui autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 €/demi-heure et d'un vélo électrique pour 2 €/demi-heure ;
- l'abonnement « V-Plus » à 3,10 €/mois en tarif plein, 2,30 €/mois en tarif jeunes et 1,55 €/mois en tarif solidarité, qui offre 1/2h gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2€ ;
- l'abonnement « V-Max » à 8,30 €/mois en tarif plein, 7,10 €/mois en tarif jeunes et 4,15 €/mois en tarif solidarité, qui permet d'utiliser un vélo électrique avec la 1^{re} demi-heure gratuite, les suivantes étant facturées 1 €, ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €.

Les prélèvements des sommes dues au titre de ces abonnements et usages se font :

- le jour de début d'abonnement pour la première échéance puis chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement ;
- au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement + 1 mois pour la facturation des consommations.

Exemple : pour un abonnement débutant le 15 mars 2018, l'utilisateur sera facturé le 15 mars 2018 de sa première échéance d'abonnement puis le 15 avril 2018 pour sa seconde échéance d'abonnement et les consommations éventuelles liées aux locations effectuées entre le 15 mars et le 14 avril.

Le prélèvement mensuel assure un étalement dans le temps du coût de l'abonnement pour l'utilisateur et minimise les risques d'impayés pour le prestataire et le Syndicat (sécurisation des recettes et du reste à charge financé par les communes).

Toutefois, il est possible de régler en une fois les douze mensualités à la date de souscription.

Pendant la période du 1^{er} janvier au 31 mars, et comme signe de bienvenue à tout nouvel usager, il est proposé que les abonnements « V-Plus » et « V-Max » souscrits entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2018 inclus bénéficient d'un tarif d'abonnement réduit de 50 % pour les mensualités de janvier, février et mars.

Dans l'hypothèse d'un règlement annuel de l'abonnement, ce dernier sera imputé de la bonification conformément aux modalités précitées.

Quatre abonnements courte-durée complètent l'offre :

- l'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 €, et qui offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Séjour » pour une personne, au tarif de 15 €, et qui offre durant 7 jours la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Découverte tribu », au tarif de 15 € permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Séjour tribu », au tarif de 15 € x le nombre de vélos souhaités (30 € pour deux vélos, 45 € pour trois vélos, etc...). Il permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.

Une offre entreprise « V- Pro » pour les déplacements professionnels est proposée permettant à une entité d'acheter plusieurs cartes offrant les prestations de l'abonnement « V-Max » avec des cartes non nominatives.

ln

Les entreprises qui souhaitent adhérer au dispositif, après le versement de frais de dossier de 150 € HT, bénéficient d'un abonnement annuel dégressif par carte demandée :

- 75€ HT/an/carte pour 1 à 19 cartes (par exemple pour 30 abonnements : 30 x 75€ HT) ;
- 71,50 € HT/an/carte pour 20 à 49 cartes (par exemple pour 35 abonnements : 35 x 71,50€ HT) ;
- 70 € HT/an/carte au-delà de 49 cartes (par exemple pour 80 abonnements : 80 x 70€ HT).

Les abonnements sont dus annuellement à la date de souscription puis à chaque date anniversaire de la souscription et les consommations sont facturées trimestriellement.

Cette offre vise à inciter les entreprises à diversifier les possibilités offertes à leurs employé-es pour leurs trajets tant professionnels que personnels.

Les tarifs réduits

Les jeunes usagers ont fait le succès du premier Vélib' (plus de 70 000 abonnés actuellement), il convient de poursuivre cette politique et de leur donner accès à la mobilité électrique non polluante et non bruyante dans toute la Métropole. Grâce aux modes de déplacements proposés par le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole nous assistons en Ile-de-France à l'émergence d'usagers qui ne posséderont jamais de voitures thermiques.

Aussi je propose de conserver les tarifs réduits y compris en les appliquant aussi aux abonnements donnant accès aux vélos électriques.

Les tarifs réduits bénéficient :

- aux jeunes de moins de 27 ans quelques soient leurs conditions de ressources via les tarifs « V-Plus Jeunes » et « V-Max Jeunes » ;
- aux bénéficiaires de la Gratuité transport au titre de la solidarité transport qui représentent les populations les plus fragiles socialement, les boursiers de 14 à 26 ans et les jeunes en insertion de 16 à 25 ans via les tarifs « V-Plus Solidarité » et « V-Max Solidarité ».

Les tarifs réduits sont les suivants :

Tarifs « Vélib' Jeunes » pour les moins de 27 ans (hors boursiers et jeunes en insertion bénéficiant des tarifs « Vélib' Solidarité ») :

- l'abonnement « V-Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Tarifs « Vélib' Solidarité » :

- l'abonnement « V-Plus » à 1,55 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 4,15 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.



Tarifs promotionnels

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20171129-2017-1 / D6
Date de télétransmission : 01/12/2017
Date de mise en ligne : 01/12/2017

Des tarifs promotionnels peuvent être accordés durant des périodes précisément définies dans le temps. Le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur pourra décider d'une réduction pour l'ensemble des usagers de 10%, 25% ou 50% sur tout ou partie des tarifs d'abonnement mensuels et/ou sur les tarifs d'utilisation, y compris sur les durées de gratuité.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.

Durée des abonnements / évolution / résiliation

Les abonnements sont facturés et payés chaque mois au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement. Les abonnements longue durée engagent pour une durée d'un an au terme de laquelle, ils sont reconductibles pour cette même durée. Les usagers seront informés en amont de la date anniversaire afin de valider ou non la reconduction.

Les seules évolutions d'abonnement autorisées en cours de contrat sont les suivantes : « V-Libre » vers « V-Plus » ou « V-Max », et « V-Plus » vers « V-Max ». L'utilisateur bénéficie des modalités liées à la nouvelle formule dès la prise en compte de sa demande d'évolution. Il ne paie le nouveau tarif qu'au prochain jour anniversaire de sa souscription. La durée d'engagement est inchangée (si la demande d'évolution intervient le 6^e mois, le contrat s'achève toujours le 12^e mois).

A l'occasion du renouvellement de l'abonnement, il est loisible pour l'utilisateur d'évoluer vers l'abonnement qu'il souhaite.

Plusieurs motifs légitiment une résiliation de droit et permettent de rompre le contrat : grossesse, déménagement, perte d'emploi et décès.

Toute autre résiliation en cours de contrat impose à l'abonné-e de payer le montant restant dû jusqu'à l'échéance de son abonnement, celui-ci est prélevé en une fois à la prochaine échéance.

Les bonus-temps

Les bonus-temps bénéficient aux seuls abonnés « V-Plus », « V-Max » et aux abonnés de l'actuel Vélib'.

Un bonus-temps de 3 minutes est crédité sur le compte de l'abonné à chaque départ d'une station pleine ou à chaque arrivée dans une station vide, que le vélo concerné soit électrique ou mécanique. Une station pleine est une station dont l'état de remplissage ne permet plus à aucun utilisateur de déposer un vélo. En cas de départ d'une station pleine et d'une arrivée dans une station vide, le compte est crédité de 10 minutes.

Les abonné-es Vélib' actuels conservent les bonus-temps acquis à hauteur de 5 heures maximum. Le crédit de bonus-temps est valable tant que l'utilisateur conserve un abonnement « V-Plus » ou « V-Max ». Il est perdu si l'utilisateur décide de ne pas reconduire son abonnement.

Les bonus-temps peuvent être utilisés tant pour l'usage d'un vélo électrique que mécanique. Pour utiliser un bonus-temps, l'utilisateur doit avoir cumulé au minimum 30 minutes de bonus-temps sur son compte. Les bonus-temps sont débités par tranches de 30 minutes indivisibles. Ils n'ont pas de date d'expiration et sont donc reportés sur tout nouvel abonnement « V-Plus » ou « V-Max ».

67

Cautions et pénalités

Y compris pour les abonnements professionnels, la caution s'établira à 300 € par carte d'abonnement, la caution ne sera pas encaissée lors de la souscription de l'abonnement (contrairement à d'autres services privés de free-floating), et ne servira qu'en cas d'application de pénalités dont les montants sont précisés ci-après.

En cas d'abonnement courte durée donnant droit à la location de plusieurs Vélib' simultanément (« V-Découverte Tribu » et « V-Séjour Tribu »), la caution, quelle que soit le nombre de vélos empruntés, sera de 600 €.

Les pénalités visent à ce que chaque utilisateur soit responsable dans l'usage d'un service public, simple d'utilisation, mais qui impose à chacun d'être respectueux de celui-ci.

Elles s'établissent à 100 € TTC pour vol de vélo avec violence et dépôt de plainte (sur présentation du dépôt de plainte, que le Vélib' volé soit électrique ou mécanique), à 200 € TTC en cas de disparition d'un Vélib' mécanique, 300 € TTC pour un Vélib' électrique et à 150 € TTC pour toute détérioration imputable à un utilisateur.

Enfin, en cas de perte ou de vol de la carte Vélib', l'édition d'une nouvelle carte sera facturée 5 € TTC.

Les Vélos peuvent être bloqués à distance.

L'ensemble de ces éléments tarifaires sont repris dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

m

DÉLIBÉRATION 2017 117 –
Approbation des tarifs généraux d'utilisation du service public Vélib'

Séance du Comité Syndical du 29 novembre 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ;
Vu les statuts de la Régie autonome Vélib' ;
Vu l'avis favorable émis par le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 9 novembre 2017 sur l'annexe tarifaire ;
Vu le marché de vélos en libre-service-Vélib' notifié le 9 mai 2017 ;

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, le nouveau service public Vélib' s'étendra à l'échelle métropolitaine (68 communes de la zone urbaine du Grand Paris) ; qu'il sera de ce fait, accessible à un plus grand nombre d'usagers (habitants du territoire, touristes, professionnels...) qui bénéficieront d'une offre de service plus innovante (vélos électriques) et plus performante (meilleure résistance au vol et au vandalisme, overflow ...) ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : A compter du 1^{er} janvier 2018, les tarifs des abonnements longue durée pour le nouveau service Velib' sont arrêtés comme suit :

- l'abonnement « V-Libre » à 0 €/mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 €/demi-heure et d'un vélo électrique pour 2 €/demi-heure ;
- l'abonnement « V-Plus » à 3,10 €/mois qui offre 1/2h gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2€ ;
- l'abonnement « V-Max » à 8,30 €/mois qui permet d'utiliser un vélo électrique avec la 1^{re} demi-heure gratuite, les suivantes étant facturées 1 €, ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €.

Article 2 : Les tarifs des abonnements courte durée sont arrêtés comme suit :

- l'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € qui offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.
- l'abonnement « V-Séjour » pour une personne, au tarif de 15 € qui offre durant 7 jours la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;

WV

- l'abonnement « V-Découverte tribu », au tarif de 15 € permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Séjour tribu », au tarif de 15 € x le nombre de vélos souhaités (30 € pour deux vélos, 45 € pour trois vélos, etc...). Il permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.

Article 3 : Les tarifs des abonnements V-Pro sont arrêtés comme suit :

Abonnement annuel dégressif par carte demandée :

- 75€ HT/an/carte pour 1 à 19 cartes ;
- 71,50 € HT/an/carte pour 20 à 49 cartes ;
- 70 € HT/an/carte au-delà de 49 cartes.

Pour l'ensemble de ces abonnements les frais de dossier s'élèvent à 150 € HT.

Article 4 : Les tarifs réduits sont arrêtés comme suit :

Tarifs « Vélib' Jeunes » pour les moins de 27 ans (hors boursiers et jeunes en insertion bénéficiant des tarifs « Vélib' Solidarité ») :

- l'abonnement « V-Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Tarifs « Vélib' Solidarité » :

- l'abonnement « V-Plus » à 1,55 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 4,15 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Article 5 : La facturation des tarifs définis dans les précédents articles s'effectuera selon les modalités suivantes :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30mn. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3mn ne sont pas facturées. La facturation a lieu à chaque fin de mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement mensuel pour les abonnés longue durée.

Abonnements longue durée

Chaque mois d'abonnement entamé est dû. La facturation s'effectue en début de mois. La première échéance est due au jour de souscription de l'abonnement longue durée. Toutefois, il est possible de régler les douze mensualités en une fois à la date de souscription.

M

Abonnements V- Pro

Les abonnements sont dus annuellement à la date de souscription puis à chaque date anniversaire de la souscription et les consommations sont facturées trimestriellement.

Toute autre résiliation en cours de contrat impose à l'abonné-e de payer le montant restant dû jusqu'à l'échéance de son abonnement, celui-ci est prélevé en une fois à la prochaine échéance.

Article 6 : Les tarifs promotionnels sont mis en œuvre selon la procédure suivante :

Des tarifs promotionnels peuvent être accordés durant des périodes précisément définies dans le temps. Ainsi, le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur pourra décider d'une réduction pour l'ensemble des usagers de 10%, 25% ou 50% sur tout ou partie des tarifs d'abonnement mensuels et/ou sur les tarifs d'utilisation, y compris sur les durées de gratuité.

Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.

Article 7 : Les bonus temps se comptabilisent comme suit :

Les bonus-temps bénéficient aux seuls abonnés « V-Plus », « V-Max » et aux abonnés de l'actuel Vélib'.

Un bonus-temps de 3 minutes est crédité sur le compte de l'abonné à chaque départ d'une station pleine ou à chaque arrivée dans une station vide, que le vélo concerné soit électrique ou mécanique.

Les abonné-es Vélib' actuels conservent les bonus-temps acquis à hauteur de 5 heures maximum. Le crédit de bonus-temps est valable tant que l'utilisateur conserve un abonnement « V-Plus » ou « V-Max ». Il est perdu si l'utilisateur décide de ne pas reconduire son abonnement.

Les bonus-temps peuvent être utilisés tant pour l'usage d'un vélo électrique que mécanique. Pour utiliser un bonus-temps, l'utilisateur doit avoir cumulé au minimum 30 minutes de bonus-temps sur son compte. Les bonus-temps sont débités par tranches de 30 minutes indivisibles. Ils n'ont pas de date d'expiration et sont donc reportés sur tout nouvel abonnement « V-Plus » ou « V-Max ».

Article 8 : Les modalités de garanties et de pénalités sont arrêtées comme suit :

La caution s'établira à 300 € par carte d'abonnement (y compris pour les abonnements professionnels), la caution ne sera pas encaissée lors de la souscription de l'abonnement (contrairement à d'autres services privés de free-floating), et ne servira qu'en cas d'application de pénalités dont les montants sont précisés ci-après.

En cas d'abonnement courte durée donnant droit à la location de plusieurs Vélib' simultanément (« V-Découverte tribu » et « V-Séjour tribu »), la caution, quelle que soit le nombre de vélos empruntés, sera de 600 €.

Les pénalités s'établissent à 100 € TTC pour vol de vélo avec violence et dépôt de plainte (sur présentation du dépôt de plainte, que le Vélib' volé soit électrique ou mécanique), à 200 € TTC en cas de disparition d'un Vélib' mécanique, 300 € TTC pour un Vélib' électrique ; et à 150 € TTC pour toute détérioration imputable à un utilisateur.

m

Article 9 : Les autres pénalités sont arrêtées comme suit :

Enfin, en cas de perte ou de vol de la carte Vélib', l'édition d'une nouvelle carte sera facturée 5 € TTC.

réponse de réception de préfecture
N° 2016021624 2017 1200 2017 1200 2017
Date de l'acte administratif : 01/12/2017
12/12/17

Article 10 : Les abonnés au service Velib' avant le 31 décembre 2017 sont repris dans les conditions suivantes :

Les bénéficiaires d'un abonnement Velib' « Classique » souscrit avant 31 décembre 2017, avec les 30 premières minutes gratuites, pourront louer un Velib' dans les mêmes conditions que pour un nouvel abonnement « Velib' mécanique », les bénéficiaires d'un abonnement Velib' « Passion » et « Solidarité », souscrit avant le 31 décembre 2017, continueront en sus de disposer de 45 minutes pour chaque location.

Les abonnés annuels au service Velib' souscrit avant le 31 décembre 2017 (« Classique », « Passion » et « Solidarité ») pourront avoir accès ponctuellement aux nouveaux Velib' électriques pour un montant d'1€ pour la 1^{re} demi-heure d'utilisation, puis 2€ pour toute demi-heure suivante.

Article 11 : La Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

Annexe 3 : présentation des factures (art 6.10 de l'avenant n°4 au marché n° VM 201701-1, relatif aux modalités financières de l'exécution du Marché)

A. Mentions à faire figurer sur les factures :

1. Le nom ou la raison sociale du créancier.
2. Le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers.
3. Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET.
4. La date d'exécution des services ou de livraison des fournitures et désignation de la collectivité débitrice.
5. Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires.
6. Le montant et le taux de taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.
7. Tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération.

B. Facturation électronique :

À compter du 1er janvier 2018, la facturation électronique est obligatoire pour les entreprises fournisseurs du secteur public de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés)

1. Données à caractère personnel à enregistrer pour les fournisseurs à l'adresse <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> :
 - Type de structure (privée ou publique)
 - Représentant légal ou personne disposant du pouvoir d'engager la société (nom et prénom)
 - SIRET, raison sociale, RCS, code TVA intra-communautaire
 - Adresse mail professionnelle et de connexion
 - Adresse postale professionnelle (adresse, code postal, ville) du déposant
 - Téléphone et fax
 - Identité bancaire
2. Mentions à faire figurer sur les factures électroniques :
 - Raison sociale, adresse, SIRET, numéro de TVA intracommunautaire
 - Références bancaires du fournisseur
 - SIRET, raison sociale et adresse du destinataire de la facture :
 - Référence de la facture
 - Pour chacune des prestations rendues, la date d'exécution des services, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires
 - Les éléments concernant le montant de la facture : montant unitaire HT, taux de TVA, montant TTC

M

